

un an et demi, le gouvernement actuel manifeste une tendance très marquée à la génération de ces monstres encombrants qu'on nomme sociétés de la Couronne et qui engloutissent les fonds de l'État sans responsabilité envers le public et sans rendre compte de la façon dont l'argent est dépensé.

• (8.40 p.m.)

La tradition en ce pays a voulu que les représentants élus établissent les politiques et règlent les dépenses. En fait, le principe de gouvernement responsable, c'est la théorie qui a amené au pays la plupart des néo-Canadiens et c'est le fondement de notre société auquel nous ne voulons pas renoncer. Nous savons qu'on a tendance à laisser trop de liberté à ces sociétés. Leurs décisions ne sont pas celles des représentants du peuple, et d'après moi, c'est un pas de plus vers la dictature.

Des voix: Bravo!

M. Yewchuk: Je ne veux pas m'attaquer à Radio-Canada où je connais des gens très bien. Nous entendons souvent critiquer cette excellente société et souvent, quand les députés posent des questions directes au ministre de qui relève la société, ils n'obtiennent pour toute réponse qu'un haussement d'épaule et l'explication que le ministre ne répond pas de Radio-Canada parce que l'organisme est indépendant et qu'il prend ses propres décisions. Est-ce ce genre de choses que nous voulons pour nos parcs?

Une voix: Non.

M. Yewchuk: Évidemment, l'action du cabinet s'explique peut-être autrement. Sachant que les gens n'acceptent pas les politiques qu'il poursuit, le ministre ne veut pas en prendre la responsabilité. Il veut être capable de dire: «Ce n'est pas moi qui ai établi cette politique; c'est la société de la Couronne, sur laquelle je n'ai aucun contrôle.» Est-ce là ce que le gouvernement veut? Peut-être, à moins qu'il ne veuille plutôt créer une autre grosse pyramide pour le patronage, un autre endroit où employer les loyaux serviteurs du parti, les candidats défaits, et les autres individus pareils. A mon sens, nous ne devrions pas pousser plus loin l'idée de créer trop de sociétés de la Couronne. Il semble que le gouvernement veuille établir une foule de sociétés de la Couronne. On dit que le ministère des Travaux publics, le ministère des Transports et le ministère des Postes deviendraient des sociétés de la Couronne. Peut-être le ministère du Nord canadien est-il le suivant.

M. Nesbitt: En fin de compte, il ne restera plus grand-chose du Parlement.

[M. Yewchuk.]

M. Yewchuk: Il semble que le gouvernement tout entier sera administré par une société de la Couronne. Ensuite, on instituera une société de la Couronne pour administrer toutes les autres, sous l'autorité du premier ministre. C'est pourquoi je dis que c'est un pas vers la dictature. Je signale que les sociétés de la Couronne ne représentent pas la population et que leurs politiques ne sont pas élaborées par les représentants du peuple. Cela est mauvais en principe. Je le répète, le ministre tente peut-être de rejeter sa responsabilité à l'égard de politiques que les Canadiens trouvent inadmissibles, et c'est ce à quoi il pense entre autres. Il sera immunisé jusqu'à un certain point contre les critiques publiques provoquées par ses politiques inadmissibles. Je vous prie de me croire, monsieur l'Orateur, la politique qui vise à établir cette société de la Couronne est également inacceptable. Je trouve la chose néfaste pour la démocratie et c'est pourquoi je m'y oppose.

Ma deuxième objection au projet de loi est qu'il ne tient nullement compte du parc le plus étendu au Canada, le parc national Wood Buffalo, situé dans le Nord de l'Alberta et en partie dans les Territoires du Nord-Ouest. On a longuement parlé de la possibilité que les gouvernements fédéral et provincial modifient les limites de ce parc mais, pour une raison quelconque, le gouvernement a décidé de passer ce parc entièrement sous silence dans ce projet de loi. Ce parc est habité surtout par des indigènes, Métis et Indiens, la plupart sans emploi, qui vivent dans une extrême pauvreté et sans perspectives immédiates d'une meilleure situation économique. Le gouvernement provincial a dit à la population que, s'il gérait la région, il consentirait volontiers à l'aménager, à construire une route menant au parc, à amorcer le développement industriel et à tenter de fournir des emplois. Le gouvernement provincial ne saurait le faire tandis que le gouvernement fédéral contrôle tout le territoire.

Récemment, alors que je causais avec le premier ministre de l'Alberta, il m'a dit qu'il voulait s'entretenir avec le ministre chargé de la direction des parcs. Il souhaite un tel entretien et il a certaines propositions à faire; cependant, pour une raison quelconque, les deux ministres ne se sont pas rencontrés en vue de discuter le sujet. J'ai parlé de l'affaire au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et il a, lui aussi, dit qu'il voulait s'entretenir avec le premier ministre. Jusqu'ici, cependant, il n'a pas pris l'initiative de le rencontrer.

Je suis très heureux de mentionner maintenant l'ancien gouvernement conservateur, le seul à se préoccuper du Nord, à songer à sa mise en valeur et à établir le programme des